



**CONSTITUTION
DE LA REPUBLIQUE
TUNISIENNE**

1998

Prix : 0,700 TTC

REPUBLIQUE TUNISIENNE

**CONSTITUTION
DE LA REPUBLIQUE TUNISIENNE**

*Publications
de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne*

1998

**Imprimerie Officielle
de la République Tunisienne 1998**

**Loi n° 59-57 du 1^{er} juin 1959 (25 doul kaâda 1378)
portant promulgation de la constitution de la
République Tunisienne.**

*(Paru au JORT n°3 du 1^{er} juin 1959
en version originale (arabe) seulement, page 746)*

Au nom du peuple,

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République
Tunisienne,

Vu le décret de 29 décembre 1955 (14 djoumada I
1375) portant institution de l'Assemblée Nationale
Constituante,

Vu la décision de l'Assemblée Nationale Constituante
du 25 juillet 1957 (26 doulhidja 1376),

Et après l'approbation de l'Assemblée Nationale
Constituante,

Promulguons la Constitution de la République Tunisienne
dont la teneur suit :

PREAMBULE

Au nom de Dieu,

Clément et miséricordieux,

Nous, représentants du peuple Tunisien, réunis en assemblée nationale constituante.

Proclamons la volonté de ce peuple, qui s'est libéré de la domination étrangère grâce à sa puissante cohésion et à la lutte qu'il a livrée à la tyrannie, à l'exploitation et à la régression :

- de consolider l'unité nationale et de demeurer fidèle aux valeurs humaines qui constituent le patrimoine commun des peuples attachés à la dignité de l'homme, à la justice et à la liberté et qui œuvrent pour la paix, le progrès et la libre coopération des nations,

- de demeurer fidèle aux enseignements de l'Islam, à l'unité du Grand Maghreb, à son appartenance à la famille arabe, à la coopération avec les peuples qui combattent pour la justice et la liberté,

- d'instaurer une démocratie fondée sur la souveraineté du peuple et caractérisée par un régime politique stable basé sur la séparation des pouvoirs.

Nous proclamons que le régime républicain constitue:

- la meilleure garantie pour le respect des droits de l'Homme, pour l'instauration de l'égalité des citoyens en droits et en devoirs, pour la réalisation de la prospérité du pays par le développement économique et l'exploitation des richesses nationales au profit du peuple,

6 Constitution de la République Tunisienne

- le moyen le plus efficace pour assurer la protection de la famille et le droit des citoyens au travail, à la santé et à l'instruction.

Nous, représentants du peuple tunisien libre et souverain, arrêtons, par la grâce de Dieu, la présente constitution :

CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE TUNISIENNE

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

Article premier. - La Tunisie est un Etat libre, indépendant et souverain ; sa religion est l'Islam, sa langue l'arabe et son régime la république.

Art 2. - La République Tunisienne constitue une partie du Grand Maghreb Arabe, à l'unité duquel elle œuvre dans le cadre de l'intérêt commun.

Les traités conclus à cet effet et qui seraient de nature à entraîner une modification quelconque de la présente constitution seront soumis par le Président de la République à un référendum après leur adoption par « la chambre des députés »^{*}, dans les formes et conditions prévues par la constitution.[Ⓞ]

Art 3. - La souveraineté appartient au peuple tunisien qui l'exerce conformément à la constitution.

Art 4. - Le drapeau de la République Tunisienne est rouge, il comporte, dans les conditions définies par la loi, en son milieu, un cercle blanc où figure une étoile à cinq branches entourée d'un croissant rouge.

* *L'ancienne appellation de la chambre des députés est « l'assemblée nationale », substitution adoptée par la loi constitutionnelle n° 81-47 du 9 juin 1981.*

[Ⓞ] *Modifié par la loi constitutionnelle n° 76-37 du 8 avril 1976.*

Constitution de la République Tunisienne

La devise de la République est : **Liberté, Ordre, Justice.**

Art 5. - La République Tunisienne garantit l'inviolabilité de la personne humaine et la liberté de conscience, et protège le libre exercice des cultes, sous réserve qu'il ne trouble pas l'ordre public.

Art 6. - Tous les citoyens ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. Ils sont égaux devant la loi.

Art 7. - Les citoyens exercent la plénitude de leurs droits dans les formes et conditions prévues par la loi. L'exercice de ces droits ne peut être limité que par une loi prise pour la protection des droits d'autrui, le respect de l'ordre public, la défense nationale, le développement de l'économie et le progrès social.

Art 8. - Les libertés d'opinion, d'expression, de presse, de publication, de réunion et d'association sont garanties et exercées dans les conditions définies par la loi.

Le droit syndical est garanti.

Les partis politiques contribuent à l'encadrement des citoyens en vue d'organiser leur participation à la vie politique. Ils doivent être organisés sur des bases démocratiques. Les partis politiques doivent respecter la souveraineté du peuple, les valeurs de la République, les droits de l'Homme et les principes relatifs au statut personnel.

Les partis politiques s'engagent à bannir toute forme de violence, de fanatisme, de racisme et toute forme de discrimination.

Un parti politique ne peut s'appuyer fondamentalement dans ses principes, objectifs, activité ou programmes, sur une religion, une langue, une race, un sexe ou une région.

Il est interdit à tout parti d'avoir des liens de dépendance vis-à-vis des parties ou d'intérêts étrangers.

La loi fixe les règles de constitution et d'organisation des partis.[⊙]

Art 9. - L'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance sont garantis, sauf dans les cas exceptionnels prévus par la loi.

Art 10. - Tout citoyen a le droit de circuler librement à l'intérieur du territoire, d'en sortir et de fixer son domicile dans les limites prévues par la loi.

Art 11. - Aucun citoyen ne peut être banni du territoire national ni empêché d'y retourner.

Art 12. - Tout prévenu est présumé innocent jusqu'à l'établissement de sa culpabilité à la suite d'une procédure lui offrant les garanties indispensables à sa défense.

[⊙] *Les paragraphes 3,4, 5, 6 et 7 ont été ajoutés par la loi constitutionnelle n° 97-65 du 27 octobre 1997.*

10 Constitution de la République Tunisienne

Art 13. - La peine est personnelle et ne peut être prononcée qu'en vertu d'une loi antérieure au fait punissable.

Art 14. - Le droit de propriété est garanti. Il est exercé dans les limites prévues par la loi.

Art 15. - La défense de la patrie et de l'intégrité du territoire est un devoir sacré pour chaque citoyen.

Art 16. - Le paiement de l'impôt et la contribution aux charges publiques, sur la base de l'équité, constituent un devoir pour chaque personne.

Art 17. - Il est interdit d'extrader les réfugiés politiques.

CHAPITRE II

LE POUVOIR LEGISLATIF

Art 18. - Le peuple exerce le pouvoir législatif par l'intermédiaire d'une assemblée représentative, dénommée «**chambre des députés** ».

Art 19. - Les membres de la chambre des députés sont élus au suffrage universel, libre, direct et secret, selon les modalités et les conditions fixées par la loi électorale.^⓪

Art 20. - Est électeur tout citoyen possédant la nationalité tunisienne depuis au moins cinq ans, âgé de

^⓪ Modifié par la loi constitutionnelle n° 76-37 du 8 avril 1976.

vingt années accomplies et remplissant les conditions prévues par la loi électorale.[Ⓞ]

Art 21. - Est éligible à la chambre des députés tout électeur né de père tunisien ou de mère tunisienne et âgé au moins de vingt trois ans accomplis le jour de la présentation de sa candidature.

Le député prête, au cours de la première assemblée plénière tenue après les élections, le serment suivant :

"Je jure par Dieu tout-puissant de servir mon pays loyalement, de respecter la constitution et l'allégeance exclusive envers la Tunisie".[Ⓞ]

Art 22. - La chambre des députés est élue pour un mandat de cinq années au cours des trente derniers jours de la législature.^{*Ⓞ}

[Ⓞ] Modifié par la loi constitutionnelle n° 97-65 du 27 octobre 1997

★ Le 2^{ème} alinéa de l'article unique de la loi constitutionnelle n° 93-105 du 8 novembre 1993 relative aux prochains mandats législatif et présidentiel dispose que : « Sans préjudice des dispositions de la constitution et par dérogation aux dispositions de l'article 22 et de l'alinéa premier de l'article 39 de la constitution, les prochains mandats législatif et présidentiel s'achèveront le deuxième dimanche du mois de novembre 1999 ».

[Ⓞ] Modifié par la loi constitutionnelle n° 76-37 du 8 avril 1976.

12 Constitution de la République Tunisienne

Art 23. - En cas d'impossibilité de procéder dans les délais prescrits aux élections, pour cause de guerre ou de péril imminent, le mandat de la chambre des députés est prorogé par une loi jusqu'à ce qu'il soit possible de procéder aux élections.[Ⓞ]

Art 24. - Le siège de la chambre des députés est fixé à Tunis et sa banlieue. Toutefois, dans les circonstances exceptionnelles, la chambre de députés peut tenir ses séances en tout autre lieu du territoire de la République.[Ⓞ]

Art 25. - Chaque député est le représentant de la nation entière.

Art 26. - Le député ne peut être poursuivi, arrêté ou jugé en raison d'opinions exprimées, de propositions émises ou d'actes accomplis dans l'exercice de son mandat au sein de la chambre.

Art 27. - Aucun député ne peut, pendant la durée de son mandat, être poursuivi ou arrêté pour crime ou délit, tant que la chambre des députés n'aura pas levé l'immunité parlementaire qui le couvre.

Toutefois, en cas de flagrant délit, il peut être procédé à son arrestation. L'assemblée en est informée sans délai. La détention du député est suspendue si l'assemblée le requiert.

[Ⓞ] Modifié par la loi constitutionnelle n° 76-37 du 8 avril 1976.

Art 28. - La chambre des députés exerce le pouvoir législatif. L'initiative des lois appartient concurremment au Président de la République et aux membres de la chambre des députés. Les projets présentés par le Président de la République ayant la priorité.

La chambre des députés peut habiliter le Président de la République pendant un délai limité et en vue d'un objet déterminé à prendre des décrets-lois qui doivent être soumis à la ratification de la chambre à l'expiration de ce délai.

La chambre des députés adopte les lois organiques et les lois ordinaires à la majorité absolue des membres de la chambre.

Le projet de loi organique ne peut être soumis à la délibération de la chambre des députés qu'à l'expiration d'un délai de quinze jours après son dépôt.

Ont le caractère de lois organiques, les lois prévues par les articles 4, 8, 9, 10, 66, 67, 68, 69, 70 et 71 de la constitution.

La loi électorale revêt la forme de loi organique.

La chambre des députés vote les projets de loi de finances et de règlement du budget dans les conditions prévues par la loi organique du budget.

Le budget doit être voté au plus tard le 31 décembre. Si passé ce délai, la chambre des députés ne s'est pas prononcée, les dispositions des projets de loi de finances

14 Constitution de la République Tunisienne

peuvent être mises en vigueur par décret, par tranches trimestrielles renouvelables.^⓪

Art 29. - La chambre des députés se réunit chaque année en session ordinaire commençant dans le courant du mois d'octobre et prenant fin dans le courant du mois de juillet. Toutefois, la première session de chaque législature débute dans le courant de la première quinzaine de novembre.*

Pendant les vacances, l'assemblée se réunit en session extraordinaire à la demande du Président de la République ou de la majorité des députés.^⓪

Art 30. - La chambre des députés élit parmi ses membres des commissions permanentes dont l'activité se poursuit durant les vacances de la chambre des députés.

^⓪ Modifié par la loi constitutionnelle n° 88-88 du 25 juillet 1988.

* Le 2ème alinéa de l'article unique de la loi constitutionnelle n° 93-105 du 8 novembre 1993 relative aux prochains mandats législatif et présidentiel dispose que : « Sans préjudice des dispositions de la constitution et par dérogation aux dispositions de l'article 22 et de l'alinéa premier de l'article 39 de la constitution, les prochains mandats législatif et présidentiel s'achèveront le deuxième dimanche du mois de novembre 1999 ».

^⓪ Modifié par la loi constitutionnelle n° 67-23 du 30 juin 1967.

Art 31. - Le Président de la République peut, pendant les vacances de l'assemblée, prendre, avec l'accord de la commission permanente intéressée, des décrets-lois qui doivent être soumis à la ratification de l'assemblée au cours de la session ordinaire suivante.

Art 32. - Les traités n'ont force de loi qu'après leur ratification. Les traités dûment ratifiés ont une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve de leur application par l'autre partie.[Ⓞ]

Art 33. - Les traités sont ratifiés par la loi.[Ⓞ]

Art 34. - Sont pris sous forme de lois les textes relatifs:

- aux modalités générales d'application de la constitution autres que celles devant faire l'objet de lois organiques,
- à la création de catégories d'établissements et d'entreprises publiques,
- à la nationalité, à l'état des personnes et aux obligations,
- à la procédure devant les différents ordres de juridiction,

[Ⓞ] Modifié par la loi constitutionnelle n° 97-65 du 27 octobre 1997.

[Ⓞ] Modifié par la loi constitutionnelle n° 76-37 du 8 avril 1976.

16 Constitution de la République Tunisienne

- à la détermination des crimes et délits et aux peines qui leur sont applicables, ainsi qu'aux contraventions pénales sanctionnées par une peine privative de liberté,

- à l'amnistie,

- à l'assiette, aux taux et aux procédures de recouvrement des impôts, sauf délégation accordée au Président de la République par les lois de finances et les lois fiscales,

- au régime d'émission de la monnaie,

- aux emprunts et engagements financiers de l'Etat,

- aux garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires civils et militaires.

La loi détermine les principes fondamentaux :

- du régime de la propriété et des droits réels,

- de l'enseignement,

- de la santé publique,

- du droit du travail et de la sécurité sociale.^①

Art 35. - Les matières autres que celles qui sont du domaine de la loi, relèvent du pouvoir réglementaire général.

^① Modifié par la loi constitutionnelle n° 97-65 du 27 octobre 1997.

Les textes précédents relatifs à ces matières peuvent être modifiés par décret soumis obligatoirement au tribunal administratif et pris sur son avis conforme.

Le Président de la République peut opposer l'irrecevabilité de tout projet de loi ou d'amendement intervenant dans le domaine du pouvoir réglementaire général. Le Président de la République soumet la question au conseil constitutionnel qui statue dans un délai maximum de dix jours à partir de la date de réception.[Ⓞ]

Art 36. - Le plan de développement est approuvé par la loi.

La loi autorise les recettes et les dépenses de l'Etat dans les conditions prévues par la loi organique du budget.[Ⓞ]

CHAPITRE III

LE POUVOIR EXECUTIF[Ⓞ]

Art 37. - Le pouvoir exécutif est exercé par le Président de la République assisté d'un gouvernement dirigé par un Premier ministre.

Section I

Le Président de la République

Art 38. - Le Président de la République est le chef de l'Etat. Sa religion est l'Islam.

[Ⓞ] Modifié par la loi constitutionnelle n° 97-65 du 27 octobre 1997.

[Ⓞ] Modifié par la loi constitutionnelle n° 76-37 du 8 avril 1976.

18 Constitution de la République Tunisienne

Art 39. - Le Président de la République est élu pour cinq ans au suffrage universel, libre, direct et secret, au cours des trente derniers jours du mandat dans les conditions prévues par la loi électorale* .

En cas d'impossibilité de procéder en temps utile aux élections pour cause de guerre ou de péril imminent, le mandat du Président est prorogé par une loi jusqu'à ce qu'il soit possible de procéder aux élections.

Le Président de la République est rééligible deux fois consécutives.^①

Art 40. - Peut se porter candidat à la Présidence de la République tout tunisien, jouissant exclusivement de la nationalité tunisienne, de religion musulmane, de père, de mère, de grands-pères paternel et maternel tunisiens, demeurés tous de nationalité tunisienne sans discontinuité.

Le candidat doit, en outre, être, le jour du dépôt de la candidature, âgé de quarante ans au moins et de soixante dix ans au plus et jouir de tous ses droits civiques.

* *Le deuxième alinéa de l'article unique de la loi constitutionnelle n° 93-105 du 8 novembre 1993 relative aux prochains mandats législatif et présidentiel dispose que : «Sans préjudice des dispositions de la constitution et par dérogation aux dispositions de l'article 22 et de l'alinéa premier de l'article 39 de la constitution, les prochains mandats législatif et présidentiel s'achèveront le deuxième dimanche du mois de novembre 1999.*

^① *Modifié par la loi constitutionnelle n° 88-88 du 25 juillet 1988.*

Le candidat est présenté par des élus, selon les modalités et les conditions fixées par la loi électorale.

La déclaration de candidature est enregistrée sur un registre spécial par une commission composée du président de la chambre des députés, président, et de quatre membres qui sont :

Le président du conseil constitutionnel, le mufti de la République, le premier président de la cour de cassation et le premier président du tribunal administratif.

La commission statue sur la validité des candidatures et proclame le résultat du scrutin et se prononce sur les requêtes qui lui sont présentées à ce sujet.[Ⓞ]

Art 41. - Le Président de la République est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect de la constitution et des lois ainsi que de l'exécution des traités. Il veille au fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels et assure la continuité de l'Etat.

Art 42. - Le Président de la République élu prête devant la chambre des députés le serment suivant :

« Je jure par Dieu Tout-Puissant de sauvegarder l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire, de respecter la constitution et la loi et

[Ⓞ] *Modifié par la loi constitutionnelle n° 88-88 du 25 juillet 1988.*

de veiller scrupuleusement sur les intérêts de la nation. »

Art 43. - Le siège officiel de la Présidence de la République est fixé à Tunis et sa banlieue. Toutefois, dans les circonstances exceptionnelles, il peut être transféré provisoirement en tout autre lieu du territoire de la République.

Art 44. - Le Président de la République est le chef Suprême des Forces Armées.

Art 45. - Le Président de la République accrédite les représentants diplomatiques auprès des puissances étrangères. Les représentants diplomatiques des puissances étrangères sont accrédités auprès de lui.

Art 46. - En cas de péril imminent menaçant les institutions de la République, la sécurité et l'indépendance du pays et entravant le fonctionnement régulier des pouvoirs publics, le Président de la République peut prendre les mesures exceptionnelles nécessitées par les circonstances, après consultation du Premier ministre et du président de la chambre des députés.

Pendant cette période, le Président de la République ne peut dissoudre la chambre des députés et il ne peut être présenté de motion de censure contre le gouvernement.

Ces mesures cessent d'avoir effet dès qu'auront pris fin les circonstances qui les ont engendrées. Le Président de la République adresse un message à la chambre des députés à ce sujet.

Art 47. - Le Président de la République peut soumettre directement au référendum les projets de la loi ayant une importance nationale ou les questions touchant à l'intérêt supérieur du pays sans que ces projets et questions soient contraires à la constitution.

Lorsque le référendum a conclu à l'adoption du projet, le Président de la République le promulgue dans un délai maximum de quinze jours à compter de la date de proclamation des résultats.

La loi électorale fixe les modalités de déroulement du référendum et de proclamation des résultats.[Ⓞ]

Art 48. - Le Président de la République promulgue les traités.

Il déclare la guerre et conclut la paix avec l'approbation de la chambre des députés.

Il dispose du droit de grâce.

Art 49. - Le Président de la République oriente la politique générale de l'Etat, en définit les options fondamentales et en informe la chambre des députés.

Le président de la République communique avec la chambre des députés soit directement soit par message.

Art 50. - Le Président de la République nomme le Premier ministre et, sur proposition de celui-ci, les autres membres du gouvernement.

[Ⓞ] Modifié par la loi constitutionnelle n° 97-65 du 27 octobre 1997.

22 Constitution de la République Tunisienne

Le Président de la République préside le conseil des ministres.

Art 51. - Le Président de la République met fin aux fonctions du gouvernement ou de l'un de ses membres de sa propre initiative ou sur proposition du Premier ministre.

Art 52. - Le Président de la République promulgue les lois constitutionnelles, organiques et ordinaires et en assure la publication au Journal Officiel de la République Tunisienne dans un délai maximum de quinze jours à compter de la transmission qui lui en est faite par le président de la chambre des députés.

Le Président de la République peut, pendant ce délai, renvoyer le projet de loi à la chambre des députés pour une deuxième lecture. Si le projet de la loi est adopté par la chambre des députés à la majorité des deux tiers de ses membres, la loi est promulguée et publiée dans un second délai maximum de quinze jours.

Le Président de la République peut, pendant le délai prévu au paragraphe premier du présent article et sur avis du conseil constitutionnel émis en application des articles 73 et 74 de la constitution, renvoyer le projet de loi ou certains de ses articles après modification à la chambre des députés pour une nouvelle délibération. Après adoption des modifications par la chambre des députés à la majorité de ses membres, le Président de la République promulgue la loi et en assure la publication dans un délai maximum

de quinze jours à compter de la date de la transmission qui lui en est faite.[Ⓞ]

Art 53. - Le Président de la République veille à l'exécution des lois.

Il exerce le pouvoir réglementaire général et peut en déléguer tout ou partie au Premier ministre.

Art 54. - Les projets de lois sont délibérés en conseil des ministres.

Les décrets à caractère réglementaire sont contresignés par le Premier ministre et le membre du gouvernement intéressé.

Art 55. - Le Président de la République nomme aux emplois supérieurs civils et militaires, sur proposition du gouvernement.

Art 56. - En cas d'empêchement provisoire, le Président de la République peut déléguer par décret ses attributions au Premier ministre à l'exclusion du pouvoir de dissolution de la chambre de députés.

Au cours de l'empêchement provisoire du Président de la République, le gouvernement, même s'il est l'objet d'une motion de censure, reste en place jusqu'à la fin de cet empêchement.

[Ⓞ] *Paragraphe (3) ajouté par la loi constitutionnelle n° 97-65 du 27 octobre 1997*

Le Président de la République informe le président de la chambre des députés de la délégation provisoire de ses pouvoirs.

Art 57. - En cas de vacance de la Présidence de la République pour cause de décès, démission ou empêchement absolu le président de la chambre des députés est immédiatement investi des fonctions de Président de la République par intérim pour une période variant entre 45 jours au moins et 60 jours au plus.

Il prête le serment constitutionnel devant la chambre des députés ou, le cas échéant, devant le bureau de la chambre des députés.

Le Président de la République par intérim ne peut présenter sa candidature à la Présidence de la République même en cas de démission.

Le Président de la République par intérim exerce les attributions dévolues au Président de la République sans, toutefois, pouvoir recourir au référendum, démettre le gouvernement, dissoudre la chambre des députés ou prendre les mesures exceptionnelles prévues par l'article 46.

Durant cette période, il ne peut être présenté de motion de censure contre le gouvernement.

Durant cette même période des élections présidentielles sont organisées pour élire un nouveau Président de la République pour un mandat de cinq ans.

Le nouveau Président de la République peut dissoudre la chambre des députés et organiser des élections législatives anticipées conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 63.[Ⓞ]

Section II

Le Gouvernement

Art 58. - Le gouvernement veille à la mise en œuvre de la politique générale de l'Etat, conformément aux orientations et aux options définies par le Président de la République.

Art 59. - Le gouvernement est responsable de sa gestion devant le Président de la République.

Art 60. - Le Premier ministre dirige et coordonne l'action du gouvernement. Il supplée, le cas échéant, le Président de la République dans la Présidence du conseil des ministres ou de tout autre conseil.[Ⓞ]

Art 61. - Les membres du gouvernement ont accès à la chambre des députés ainsi qu'à ses commissions.

Tout député peut adresser au gouvernement des questions écrites ou orales.

Art 62. - La chambre des députés peut mettre en cause la responsabilité du gouvernement, par le vote d'une motion de censure s'il s'avère à la chambre qu'il n'agit pas en

[Ⓞ] Modifié par la loi constitutionnelle n° 88-88 du 25 juillet 1988.

conformité avec la politique générale de l'Etat et les options fondamentales prévues par les articles 49 et 58.

La motion de censure n'est recevable que si elle est motivée et signée par la moitié au moins des membres de la chambre des députés.

Le vote ne peut intervenir que quarante huit heures après le dépôt de la motion de censure.

Lorsqu'une motion de censure est adoptée à la majorité des deux tiers des députés, le Président de la République accepte la démission du gouvernement présenté par le Premier ministre.[Ⓞ]

Art 63. - En cas d'adoption par la chambre des députés d'une deuxième motion de censure à la majorité des deux tiers pendant la même législature le Président de la République peut soit accepter la démission du gouvernement soit dissoudre la chambre des députés.

Le décret portant dissolution de la chambre des députés doit comporter convocation des électeurs pour de nouvelles élections dans un délai maximum de trente jours.

En cas de dissolution prononcée dans les conditions de l'alinéa premier du présent article, le Président de la République peut prendre des décrets-lois qui doivent être soumis par la suite à la ratification de la chambre des députés.

[Ⓞ] Modifié par la loi constitutionnelle n° 88-88 du 25 juillet 1988.

La chambre, nouvellement élue, se réunit de plein droit dans les huit jours qui suivent la proclamation des résultats du scrutin. ^o

CHAPITRE IV

LE POUVOIR JUDICIAIRE

Art 64. - Les jugements sont rendus au nom du peuple et exécutés au nom du Président de la République.

Art 65. - L'autorité judiciaire est indépendante ; les magistrats ne sont soumis dans l'exercice de leurs fonctions qu'à l'autorité de la loi.

Art 66. - Les magistrats sont nommés par décret du Président de la République sur proposition du conseil supérieur de la magistrature. Les modalités de leur recrutement sont fixées par la loi.

Art 67. - Le conseil supérieur de la magistrature, dont la composition et les attributions sont fixées par la loi, veille au respect des garanties accordées aux magistrats en matière de nomination, d'avancement, de mutation et de discipline.

CHAPITRE V

LA HAUTE COUR

Art 68. - La haute cour se constitue en cas de haute trahison commise par un membre du gouvernement. La

^o Modifié par la loi constitutionnelle n° 88-88 du 25 juillet 1988.

compétence et la composition de la haute cour ainsi que la procédure applicable devant elle sont fixées par la loi.

CHAPITRE VI

LE CONSEIL D'ETAT

Art 69. - Le conseil d'Etat se compose de deux organes :

- 1 - le tribunal administratif,
- 2 - la cour des comptes.

La loi détermine l'organisation du conseil d'Etat et de ses deux organes, et fixe la compétence et la procédure applicable devant ces organes.[Ⓞ]

CHAPITRE VII

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Art 70. - Le conseil économique et social est un organe consultatif en matière économique et sociale. Sa composition et ses rapports avec la chambre des députés sont fixés par la loi.

CHAPITRE VIII

LES COLLECTIVITES LOCALES

Art 71. - Les conseils municipaux et les conseils régionaux gèrent les affaires locales, dans les conditions prévues par la loi.

[Ⓞ] *Modifié par la loi constitutionnelle n° 97-65 du 27 octobre 1997.*

CHAPITRE IX

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL^o

Art. 72 - Le Conseil Constitutionnel examine les projets de la lois qui lui sont soumis par le Président de la République quant à leur conformité ou leur comptabilité avec la Constitution. La saisine du Conseil est obligatoire pour les projets de lois organiques, les projets de loi prévus à l'article 47 de la Constitution, ainsi que les projets de lois relatifs aux modalités générales d'application de la Constitution, à la nationalité, à l'état des personnes, aux obligations, à la détermination des crimes et délits et aux peines qui leur sont applicables, à la procédure devant les différents ordres de juridictions, à l'amnistie, ainsi qu'aux principes fondamentaux du régime de la propriété et des droits réels, de l'enseignement, de la santé publique, du droit du travail et de la sécurité sociale.

De même, le Président de la République soumet obligatoirement au Conseil Constitutionnel des traités visés à l'article 2 de la Constitution.

Il peut également lui soumettre toutes questions touchant l'organisation et le fonctionnement des institutions.

Art. 73 - Les projets du Président de la République sont soumis au Conseil Constitutionnel avant leur transmission

^o Chapitre ajouté par la loi constitutionnelle n° 95-90 du 6 novembre 1995.

à la Chambre des Députés ou leur soumission à référendum.

Le Président de la République soumet au Conseil Constitutionnel durant le délai de promulgation et de publication prévu à l'article 52 de la Constitution, les modifications concernant le fond apportées aux projets de lois adoptés par la Chambre des Députés et qui ont été précédemment soumis au Conseil Constitutionnel conformément aux dispositions du présent article. Il en informe le Président de la Chambre des Députés.

Dans ce cas, le délai précité est interrompu jusqu'à communication au Président de la République de l'avis du Conseil Constitutionnel, sans que l'interruption excède un mois.

Art. 74 - Le Président de la République soumet au Conseil Constitutionnel, après adoption, les projets de lois proposés par les députés, dans les délais de promulgation et de publication prévus à l'article 52, dans les cas où la saisine du Conseil est obligatoire en vertu de l'article 72. Il en informe le Président de la Chambre des Députés.

Dans ce cas, il est fait application des dispositions du troisième alinéa de l'article 73.

Art. 75 - L'avis du Conseil Constitutionnel doit être motivé. Il est communiqué au Président de la République.

Le Président de la République transmet à la Chambre des Députés les projets de lois examinés par le Conseil Constitutionnel conformément à l'alinéa premier de

l'article 73 de la constitution, accompagnés d'une copie de l'avis du Conseil Constitutionnel.

Le Président de la République transmet à la Chambre des Députés copie de l'avis du Conseil Constitutionnel dans les cas prévus par le deuxième alinéa de l'article 73 et l'article 74 de la constitution.

Une loi organique fixe la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil Constitutionnel.

CHAPITRE X

REVISION DE LA CONSTITUTION*

Art. 76 - L'initiative de révision de la constitution appartient au Président de la République ou au tiers au moins des membres de la chambre des députés, sous réserve qu'elle ne porte pas atteinte à la forme républicaine de l'Etat.

Le Président de la République peut soumettre les projets de révision de la constitution au référendum.[Ⓞ]

Art. 77 - La chambre des députés délibère sur la révision proposée à la suite d'une résolution prise à la majorité absolue, après détermination de l'objet de la révision et son examen par une commission ad hoc.

* *Suivant les dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-90 du 6 novembre 1995, le chapitre neuf de la constitution devient le chapitre dix et les articles 72, 73 et 74 deviennent 76, 77 et 78.*

[Ⓞ] *Modifié par la loi constitutionnelle n° 97-65 du 27 octobre 1997.*

En cas de recours au référendum, le Président de la République soumet le projet de révision de la constitution au peuple après son adoption par la chambre des députés à la majorité absolue de ses membres au cours d'une seule lecture.[Ⓞ]

Art. 78 - Le Président de la République promulgue sous forme de loi constitutionnelle la loi portant révision de la constitution adoptée par la chambre des députés, conformément à l'article 52 de la constitution.

Le Président de la République promulgue sous forme de loi constitutionnelle la loi portant révision de la constitution approuvée par le peuple, dans un délai ne dépassant pas les quinze jours qui suivent la date de proclamation des résultats du référendum.

La loi électorale fixe les modalités de déroulement du référendum et de proclamation des résultats.[Ⓞ]

La présente loi sera exécutée comme constitution de la république tunisienne.

Fait au palais du Bardo le 1er juin 1959 (25 doul kaâda 1378).

Le Président de République Tunisienne

HABIB BOURGUIBA

[Ⓞ] Modifié par la loi constitutionnelle n° 97-65 du 27 octobre 1997.

TABLE CHRONOLOGIQUE DES MODIFICATIONS DE LA CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE TUNISIENNE

- 1965-07-01 - Loi constitutionnelle n° 65-23
modifiant l'article 29 de la constitution.
(JORT n° 35 du 2 juillet 1965 page 825)
- 1967-06-30 - Loi constitutionnelle n° 67-23
modifiant l'article 29 de la constitution.
(JORT n° 27 des 27 et 30 juin 1967 page 840)
- 1969-12-31 - Loi constitutionnelle n° 69-63
modifiant l'article 51 de la constitution.
(JORT n° 57 des 30 et 31 décembre 1969 page 1500)
- 1975-03-19 - Loi constitutionnelle n° 75-13
modifiant les articles 40 et 51 de la constitution.
(JORT n° 19 des 18 et 21 mars 1975 page 520)
- 1976-04-08 - Loi constitutionnelle n° 76-37
modifiant et complétant la constitution du 1^{er} juin
1959.
(JORT n° 26 des 9 et 13 avril 1976 page 858)
- 1981-06-09 - Loi constitutionnelle n° 81-47
modifiant certains articles de la constitution et
remplaçant l'appellation « Assemblée Nationale »
par « Chambre des Députés ».
(JORT n°40 du 12 juin 1981 page 1391)

Constitution de la République Tunisienne

- 1981-09-09 - Loi constitutionnelle n° 81-78 organisant des élections législatives anticipées.

(J.O.R.T n° 56 des 8 et 11 septembre 1981 page 2091).

- 1988-07-25 - Loi constitutionnelle n° 88-88 modifiant la constitution.

(JORT n° 50 du 26 juillet 1988 page 1066)

- 1993-11-08 - Loi constitutionnelle n° 93-105 relative aux prochains mandats législatif et Présidentiel.

(JORT n° 86 du 12 novembre 1993 page 1899)

- 1995-11-06 - Loi constitutionnelle n° 95-90 relative au conseil constitutionnel.

(JORT n° 90 du 10 novembre 1995 page 2095).

- 1997-10-27: Loi constitutionnelle n° 97-65 modifiant et complétant certains articles de la constitution.

(JORT n° 87 du 31 octobre 1997 page 1967)

TABLE DES MATIERES

| LIBELLES | ARTICLES | PAGES |
|--|----------|-----------|
| CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE TUNISIENNE | 1 à 78 | |
| Loi de promulgation..... | | 3 |
| Préambule..... | | 5 |
| Chapitre I - Dispositions générales | 1 à 17 | 7 |
| Chapitre II - Le pouvoir législatif | 18 à 36 | 10 |
| Chapitre III - Le pouvoir exécutif | 37 à 63 | 17 |
| <i>Section 1 - Le Président de la République</i> | 38 à 57 | 17 |
| <i>Section 2 - Le gouvernement</i> | 58 à 63 | 25 |
| Chapitre IV - Le pouvoir judiciaire | 64 à 67 | 27 |
| Chapitre V - La haute cour | 68 | 27 |
| Chapitre VI - Le conseil d'Etat | 69 | 28 |
| Chapitre VII - Le conseil économique et social | 70 | 28 |
| Chapitre VIII - Les collectivités locales | 71 | 28 |
| Chapitre IX - Le conseil constitutionnel | 72 à 75 | 29 |
| Chapitre X - Révision de la constitution | 76 à 78 | 31 |
| Table chronologique des modifications de la constitution de la République Tunisienne..... | | 33 |
| Table des matières..... | | 35 |



دستور

الجمعية الوطنية لحقوق الإنسان

1998

الجمهورية التونسية

دستور الجمهورية التونسية

منشورات المطبعة الرسمية للجمهورية التونسية

1998

المطبعة الرسمية للجمهورية التونسية

1998

قانون عدد 57 لسنة 1959 مؤرخ في 25 ذي القعدة 1378 وفي
أول جوان 1959 في ختم دستور الجمهورية التونسية
وإصداره.

(الرائد الرسمي عدد 30 بتاريخ غرة جوان 1959 صفحة 746)

باسم الشعب،

نحن الحبيب بورقيبة، رئيس الجمهورية التونسية،

بناء على الأمر المؤرخ في 14 جمادى الأولى 1375 (29 ديسمبر 1955)
المحدث للمجلس القومي التأسيسي،

وعلى قرار المجلس القومي التأسيسي المؤرخ في 26 ذي الحجة
1376 (25 جويلية 1957) ،

وبعد أن صادق المجلس القومي التأسيسي،

أصدرنا دستور الجمهورية التونسية الآتي نصه :

التوطئة

بسم الله الرحمن الرحيم

مُحَرِّرٌ مُمَثِّلِي الشَّعْبِ التُّونِسِيِّ الْمُجْتَمَعِينَ فِي مَجْلِسِ قَوْمِيّ
تَأْسِيسِيّ،

نعلن ؛

إن هذا الشعب الذي تَخَلَّصَ من السيطرة الأجنبية بفضل تكتله
العتيق وكفاحه ضد الطغيان والاستعمار والتخلف،

مصمم ؛

- على توثيق عرى الوحدة القومية والتمسك بالقيم الإنسانية
المشاعة بين الشعوب التي تدين بكرامة الإنسان وبالعدالة والحرية
وتعمل للسلم والتقدم والتعاون الدولي الحر،

- وعلى تعلقه بتعاليم الإسلام وبوحدة المغرب الكبير وبانتمائه
للأسرة العربية وبالتعاون مع الشعوب الإفريقية في بناء مصر أفضل
وبالتضامن مع جميع الشعوب المناضلة من أجل الحرية والعدالة،

- وعلى إقامة ديمقراطية أساسها سيادة الشعب وقوامها نظام
سياسي مستقر يرتكز على قاعدة تفريق السلطات.

ونعلن ؛

أن النظام الجمهوري خير كفيل لحقوق الإنسان وإقرار المساواة بين
المواطنين في الحقوق والواجبات ولتوفير أسباب الرفاهية بتنمية

الاقتصاد واستخدام ثروة البلاد لفائدة الشعب وإيجاد أداة لرعاية الأسرة
وحق المواطنين في العمل والصحة والتعليم،

نحن ممثلي الشعب التونسي الحر صاحب السيادة نرسم على
بركة الله هذا الدستور:

الباب الأول

أحكام عامة

الفصل الأول - تونس دولة حرة، مستقلة، ذات سيادة، الإسلام دينها، والعربية لغتها، والجمهورية نظامها.

الفصل 2 - الجمهورية التونسية جزء من المغرب العربي الكبير تعمل لوحته في نطاق المصلحة المشتركة.

إن العلامات البرمة في هذا الغرض والتي قد يترتب عنها تحوير ما لهذا الدستور يعرضها رئيس الجمهورية على الاستفتاء الشعبي بعد أن يوافق عليها "مجلس النواب" * حسب الصيغ والشروط المنصوص عليها بالدستور^٥.

الفصل 3 - الشعب التونسي هو صاحب السيادة يباشرها على الوجه الذي يضبطه هذا الدستور.

الفصل 4 - علم الجمهورية التونسية أحمر تتوسطه دائرة بيضاء بها نجم ذو خمس أشعة يحيط به هلال أحمر حسبما يبينه القانون.

وشعار الجمهورية : حرية - نظام - عدالة.

الفصل 5 - الجمهورية التونسية تضمن حرمة الفرد وحرية الاعتقاد وتحمي حرية القيام بالشعائر الدينية ما لم تحل بالأمن العام.

الفصل 6 - كل المواطنين متساوون في الحقوق والواجبات وهم سواء أمام القانون.

* عوض عبارة "مجلس الأمة" بـ"مجلس النواب" بمقتضى القانون الدستوري عدد 47 لسنة 1981 المؤرخ في 9 جوان 1981.

^٥ نَقَّحَ بالقانون الدستوري عدد 37 لسنة 1976 المؤرخ في 8 افريل 1976.

الفصل 7 - يتمتع المواطن بحقوقه كاملة بالطرق والشروط المبينة بالقانون، ولا يحذر من هذه الحقوق إلا بقانون يتخذ لاحترام حقوق الغير ولصالح الأمن العام والدفاع الوطني ولازدهار الاقتصاد وللنهوض الاجتماعي.

الفصل 8 - حرية الفكر والتعبير والصحافة والنشر والاجتماع وتأسيس الجمعيات مضمونة وممارس حسبما يضبطه القانون.
والحق النقابي مضمون.

تسلم الأحزاب في تأطير المواطنين لتنظيم مشاركتهم في الحياة السياسية. وتنظم على أسس ديمقراطية وعليها أن تحترم سيادة الشعب وقيم الجمهورية وحقوق الإنسان والمبادئ المتعلقة بالأحوال الشخصية.
وتلتزم الأحزاب بنبذ كل أشكال العنف والتطرف والعنصرية وكل وجه التمييز.

ولا يجوز لأي حزب أن يستند أساسا في مستوى مبادئه أو أهدافه أو نشاطه أو برامجه على دين أو لغة أو عنصر أو جنس أو جهة.
تُحجر تبعية أي حزب إلى أطراف أو مصالح أجنبية.
يضبط القانون تكوين الأحزاب وتنظيمها. ^①

الفصل 9 - حرمة المسكن وسرية المراسلة مضمونتان إلا في الحالات الاستثنائية التي يضبطها القانون.

^① أضيفت الفقرات 3 و 4 و 5 و 6 و 7 بالقانون الدستوري عدد 65 لسنة 1997 المؤرخ في 27 أكتوبر 1997.

الفصل 10 - لكل مواطن حرية التنقل داخل البلاد وإلى خارجها واختيار مقر إقامته في حدود القانون.

الفصل 11 - يجبر تغريب المواطن عن تراب الوطن أو منعه من العودة إليه.

الفصل 12 - كل متهم بجرمة يعتبر بريئا إلى أن تثبت إدانته في محاكمة تكفل له فيها الضمانات الضرورية للدفاع عن نفسه.

الفصل 13 - العقوبة شخصية ولا تكون إلا بمقتضى نص قانوني سابق الوضع.

الفصل 14 - حق الملكية مضمون وممارس في حدود القانون.

الفصل 15 - الدفاع عن حوزة الوطن وسلامته واجب مقدس على كل مواطن.

الفصل 16 - أداء الضرائب والتكاليف العامة واجب على كل شخص على أساس الإنصاف.

الفصل 17 - يجزّ تسليم اللاجئين السياسيين.

الباب الثاني

السلطة التشريعية

الفصل 18 - يمارس الشعب السلطة التشريعية بواسطة مجلس نيابي يسمى مجلس النواب.

دستور الجمهورية التونسية

الفصل 19 - ينتخب أعضاء مجلس النواب انتخاباً عاماً، حراً، مباشراً، سرياً، حسب الطريقة والشروط التي يحددها القانون الانتخابي.^①

الفصل 20 - يعتبر ناخباً كل مواطن يتمتع بالجنسية التونسية منذ خمسة أعوام على الأقل، وبلغ من العمر عشرين سنة كاملة وتتوفر فيه الشروط التي يحددها القانون الانتخابي.^②

الفصل 21 - الترشح لعضوية مجلس النواب حق لكل ناخب ولد لأب تونسي أو لأم تونسية، وبلغ من العمر على الأقل ثلاثاً وعشرين سنة كاملة يوم تقديم ترشحه.

ويؤدي النائب في أول جلسة علمة تعقد بعد الانتخاب اليمين التالية :

" أقسم بالله العظيم أن أعمل بإخلاص في خدمة بلادي وأن ألتزم بأحكام الدستور وبالولاء المفرد لتونس".^②

الفصل 22 - يجري انتخاب مجلس النواب لمدة خمس سنوات خلال الثلاثين يوماً الأخيرة من المدة النيابية.^③

^① نصح بالقانون الدستوري عدد 37 لسنة 1976 المؤرخ في 8 افريل 1976 .

^② نصح بالقانون الدستوري عدد 65 لسنة 1997 المؤرخ في 27 اكتوبر 1997 .

* تنص الفقرة الثانية من الفصل الوحيد من القانون الدستوري عدد 105 لسنة 1993 المؤرخ في 8 نوفمبر 1993 على ما يلي : " استثناء لأحكام الفصل 22 من الدستور والفقرة الأولى من الفصل 39 تنتهي المدة النيابية والرئاسية القادمتان الواحد الثاني من شهر نوفمبر 1999 مع مراعاة أحكام الدستور".

الفصل 23 - إذا تعذر إجراء الانتخاب في الميعاد المقرر لسبب حالة حرب أو خطر داهم فإن مدة المجلس القائم تمدد بقانون إلى أن يتسنى إجراء الانتخابات.^①

الفصل 24 - مقر مجلس النواب تونس العاصمة وضواحيها إلا أنه يمكن لمجلس النواب في الظروف الاستثنائية أن يعقد جلساته بأي مكان آخر من تراب الجمهورية.^②

الفصل 25 - يعتبر كل نائب بمجلس النواب نائباً للامة جمعا.

الفصل 26 - لا يمكن تتبع النائب أو إيقافه أو محاكمته لأجل آراء أو اقتراحات يبديها، أو أعمال يقوم بها لاداء مهام نيابته داخل المجلس.

الفصل 27 - لا يمكن إجراء تتبع أو إيقاف أحد النواب طيلة نيابته في تهمة جنائية أو جناحية ما لم يرفع عنه مجلس النواب الحصانة، أما في حالة التلبس بالجريمة فإنه يمكن إيقافه ويعلم المجلس حالاً على أن ينتهي كل إيقاف إذا طلب المجلس ذلك.

الفصل 28 - مجلس النواب هو الذي يمارس السلطة التشريعية، ولرئيس الجمهورية وللنواب على السواء حق عرض مشاريع القوانين.

ولمشريع رئيس الجمهورية أولوية النظر.

ومجلس النواب أن يفوض لمدة محدودة ولغرض معين إلى رئيس الجمهورية اتخاذ مراسيم يعرضها على مصادقة المجلس عند انقضاء المدة المذكورة.

^① نصح بالقانون الدستوري عدد 37 لسنة 1976 المؤرخ في 8 افريل 1976.

دستور الجمهورية التونسية

يصادق مجلس النواب على القوانين الأساسية والعادية بالأغلبية المطلقة لأعضاء المجلس.

ولا يعرض مشروع القانون الأساسي على مناقلة مجلس النواب إلا بعد مضي خمسة عشر يوما على إيداعه.

والقوانين المنصوص عليها بالفصول 4 و 8 و 9 و 10 و 66 و 67 و 68 و 69 و 70 و 71 من الدستور تعتبر قوانين أساسية.

ويتخذ القانون الانتخابي في شكل قانون أساسي.

ويصادق مجلس النواب على مشاريع قوانين الميزانية وختمها طبق الشروط المنصوص عليها بالقانون الأساسي للميزانية.

ويجب أن تتم المصادقة على الميزانية في أجل أقصاه 31 ديسمبر، وإذا فات ذلك الأجل ولم يتخذ مجلس النواب قراره يمكن إدخال أحكام مشاريع قوانين الميزانية حيز التنفيذ بأقساط ذات ثلاثة أشهر قابلة للتجديد وذلك بمقتضى أمر.^①

الفصل 29 - يعقد مجلس النواب في كل سنة دورة عادية تبتدئ خلال شهر أكتوبر وتنتهي خلال شهر جويلية على أن تكون بداية الدورة الأولى من المدة النيابية خلال النصف الأول من شهر نوفمبر.*

① نصح بالقانون الدستوري عدد 88 لسنة 1988 المؤرخ في 25 جويلية 1988.
* تنص الفقرة الأولى من الفصل الوحيد من القانون الدستوري عدد 105 لسنة 1993 المؤرخ في 8 نوفمبر 1993 على ما يلي : "استثناء لأحكام الفقرة الأولى من الفصل 29 من الدستور تبتدئ الدورة الأولى من المدة النيابية القادمة خلال النصف الأول من شهر أفريل 1994 وتنتهي المدة النيابية الجارية يوم اجتماع مجلس النواب الجديد".

ويجتمع المجلس أثناء عطلته في دورة استثنائية بطلب من رئيس الجمهورية أو بطلب من أغلبية النواب.^①

الفصل 30 - ينتخب مجلس النواب من بين أعضائه لجنا قارة تعمل بدون انقطاع حتى أثناء عطلة المجلس.

الفصل 31 - لرئيس الجمهورية أن يتخذ خلال عطلة المجلس باتفاق مع اللجنة القارة المختصة مراسيم يقع عرضها على مصادقة المجلس في دورته العادية المقبلة.

الفصل 32 - العلامات لا تعد نافذة المفعول إلا بعد المصادقة عليها والعلامات المصادق عليها بصفة قانونية أقوى نفوذا من القوانين شريطة تطبيقها من الطرف الآخر.^②

الفصل 33 - تقع المصادقة على العلامات بمقتضى قانون.^③

الفصل 34 - تتخذ شكل قوانين النصوص المتعلقة :

- بالأساليب العامة لتطبيق الدستور ما عدا ما يتعلق منها بالقوانين الأساسية،

- بإحداث أصناف المؤسسات والمنشآت العمومية،

- بالجنسية والحالة الشخصية والالتزامات،

- بالإجراءات أمام مختلف أصناف المحاكم،

^① نصح بالقانون الدستوري عدد 23 لسنة 1967 المؤرخ في 30 جوان 1967.

^② نصح بالقانون الدستوري عدد 65 لسنة 1997 المؤرخ في 27 أكتوبر 1997.

^③ نصح بالقانون الدستوري عدد 37 لسنة 1976 المؤرخ في 8 أفريل 1976.

- بضبط الجنايات والجنح والعقوبات المنطبقة عليها وكذلك المخالفات الجرائية إذا كانت مستوجبة لعقوبة سالبة للحرية،
- بالعفو التشريعي،

- بضبط قاعدة الأداء ونسبه وإجراءات استخلاصه ما لم يعط تفويض في ذلك إلى رئيس الجمهورية بمقتضى قوانين المالية أو القوانين ذات الصبغة الجبائية،

- بنظام إصدار العملة،
- بالقروض والتعهدات المالية للدولة،
- بالضمانات الأساسية الممنوحة للموظفين المدنيين والعسكريين،
ويضبط القانون المبادئ الأساسية :

- نظام الملكية والحقوق العينية،
- للتعليم
- للصحة العمومية،
- لقانون الشغل والضمان الاجتماعي.^①

الفصل 35. - ترجع إلى السلطة الترتيبية العامة المواد التي لا تدخل في مجال القانون، ويمكن تنقيح النصوص السابقة المتعلقة بهذه المواد بأمر يعرض وجوباً على المحكمة الإدارية، ويصدر بناء على رأيها المطبق.

^① نثق بالقانون الدستوري عدد 65 لسنة 1997 المؤرخ في 27 أكتوبر 1997.

ولرئيس الجمهورية أن يذخ بعلم قبول أي مشروع قانون أو أي تعديل يتضمن تدخلا في مجال السلطة الترتيبية العامة، ويعرض رئيس الجمهورية المسألة على المجلس الدستوري ليبت فيها في أجل أقصاه عشرة أيام ابتداء من تاريخ بلوغها إليه.^①

الفصل 36 - تقع الموافقة على مخطط التنمية بقانون كما يرخص القانون في موارد الدولة وتكاليفها حسب الشروط المنصوص عليها بالقانون الأساسي للميزانية.^②

الباب الثالث^③

السلطة التنفيذية

الفصل 37 - رئيس الجمهورية يمارس السلطة التنفيذية بمساعدة حكومة يرأسها وزير أول.

القسم الأول

رئيس الجمهورية

الفصل 38 - رئيس الجمهورية هو رئيس الدولة ودينه الإسلام.

^① نصح بالقانون الدستوري عدد 65 لسنة 1997 المؤرخ في 27 أكتوبر 1997.

^② نصح بالقانون الدستوري عدد 37 لسنة 1976 المؤرخ في 8 أفريل 1976.

^③ نصح الباب الثالث (الفصول 37 إلى 63) بالفصل 3 من القانون الدستوري عدد 37 لسنة 1976 المؤرخ في 8 أفريل 1976.

الفصل 39 - ينتخب رئيس الجمهورية لمدة خمسة أعوام انتخابا عاما، حرا، مباشرا، سريرا خلال الأيام الثلاثين الأخيرة من المدة الرئاسية طبق الشروط المنصوص عليها بالقانون الانتخابي.*

وإذا تعذر إجراء الانتخاب في الميعاد المقرر لسبب حالة حرب أو خطر داهم فإن المدة الرئاسية تمدد بقانون إلى أن يتسنى إجراء الانتخاب.

ويعجز لرئيس الجمهورية أن يجدد ترشحه مرتين متتاليتين.^①

الفصل 40 - الترشح لمنصب رئيس الجمهورية حرق لكل تونسي غير حامل جنسية أخرى، مسلم مولود لأب ولأم وجد لأب ولأم تونسين وكلهم تونسيون بدون انقطاع.

كما يجب أن يكون المرشح يوم تقديم ترشحه بالغا من العمر أربعين سنة على الأقل وسبعين سنة على الأكثر ومتمتعاً بجميع حقوقه المدنية والسياسية.

ويقع تقديم المرشح من طرف عدد من المنتخبين حسب الطريقة والشروط التي يحددها القانون الانتخابي.

ويسجل الترشح بفتح خاص لدى لجنة تتركب من رئيس مجلس النواب وهو الرئيس ومن أربعة أعضاء وهم :

* نصت الفقرة الثانية من الفصل الوحيد من القانون الدستوري عدد 105 لسنة 1993 المؤرخ في 8 نوفمبر 1993 على ما يلي : "استثناء لاحكام الفصل 22 والفقرة الأولى من الفصل 39 من الدستور، تنتهي المدتان النيابية والرئاسية القادمتان الأحد الثاني من شهر نوفمبر 1999 مع مراعاة احكام الدستور".
① نفع بالقانون الدستوري عدد 88 لسنة 1988 المؤرخ في 25 جويلية 1988.

رئيس المجلس الدستوري ومفتي الجمهورية والرئيس الأول لمحكمة التعقيب والرئيس الأول للمحكمة الإدارية.

وتبت اللجنة في صحة الترشح وتعلن عن نتيجة الانتخابات وتنتظر في الطعون المقدمة إليها في هذا الصدد.^①

الفصل 41 - رئيس الجمهورية هو الضامن لاستقلال الوطن وسلامة ترابه واحترام الدستور والقانون ولتنفيذ المعاهدات وهو يسهر على السير العادي للسلط العمومية الدستورية ويضمن استمرار البولية.

الفصل 42 - رئيس الجمهورية المنتخب يؤدي أمام مجلس النواب اليمين التالية:

" أقسم بالله العظيم أن أحافظ على استقلال الوطن وسلامة ترابه وأن أحترم دستور البلاد وتشريعها وأن أرعى مصالح الأمة رعاية كاملة".

الفصل 43 - المقر الرسمي لرئاسة الجمهورية تونس العاصمة وضواحيها إلا أنه يمكن في الظروف الاستثنائية أن يحول مؤقتا إلى أي مكان آخر من تراب الجمهورية.

الفصل 44 - رئيس الجمهورية هو القائد الأعلى للقوات المسلحة.

الفصل 45 - يعتمد رئيس الجمهورية الممثلين النبؤلماسيين للدولة في الخارج ويقبل اعتماد ممثلي الدول الأجنبية لديه.

^① نصح بالقانون الدستوري عدد 88 لسنة 1988 المؤرخ في 25 جويلية 1988.

دستور الجمهورية التونسية

الفصل 46 - لرئيس الجمهورية في حالة خطر داهم مهدد لكيان الجمهورية وأمن البلاد واستقلالها بحيث يتعذر السير العادي لواليب الدولة اتخاذ ما تحتمه الظروف من تدابير استثنائية بعد استشارة الوزير الأول ورئيس مجلس النواب.

وفي هذه الحالة لا يجوز لرئيس الجمهورية حل مجلس النواب كما لا يجوز تقديم لائحة لوم ضد الحكومة.

وتزول هذه التدابير بزوال أسبابها ويوجه رئيس الجمهورية بياناً في ذلك إلى مجلس النواب.

الفصل 47 - لرئيس الجمهورية أن يستفتي الشعب مباشرة في مشاريع القوانين ذات الأهمية الوطنية أو في المسائل الملحة التي تتصل بالصلحة العليا للبلاد دون أن يكون كل ذلك مخالفاً للدستور.

وإذا أفضى الاستفتاء إلى المصادقة على المشروع فإن رئيس الجمهورية يصدره في أجل لا يتجاوز خمسة عشر يوماً من تاريخ الإعلان عن نتائجه.

ويضبط القانون الانتخابي صيغ إجراء الاستفتاء والإعلان عن نتائجه.^①

الفصل 48 - يجتمع رئيس الجمهورية المعاهدات.

ويشهر الحرب ويبرم السلم بموافقة مجلس النواب.

لرئيس الجمهورية حق العفو الخاص.

^① نصح بالقانون الدستوري عدد 65 لسنة 1997 المؤرخ في 27 أكتوبر 1997.

دستور الجمهورية التونسية

19

الفصل 49 - رئيس الجمهورية يوجه السياسة العامة للدولة ويضبط اختياراتها الأساسية ويعلم بها مجلس النواب.

ولرئيس الجمهورية أن يخاطب مجلس النواب مباشرة أو بطريقة بيان يوجهه إليه.

الفصل 50 - يعين رئيس الجمهورية الوزير الأول كما يعين بقية أعضاء الحكومة باقتراح من الوزير الأول.

رئيس الجمهورية يرأس مجلس الوزراء.

الفصل 51 - رئيس الجمهورية ينهي مهام الحكومة أو عضو منها تلقائيا أو باقتراح من الوزير الأول.

الفصل 52 - يجتمع رئيس الجمهورية القوانين الدستورية والاساسية والعادية ويسهر على نشرها بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية في أجل لا يتجاوز خمسة عشر يوما ابتداء من بلوغها إليه من طرف رئيس مجلس النواب.

ولرئيس الجمهورية الحق أثناء الأجل المنكور في رد مشروع القانون إلى مجلس النواب لتلاوة ثانية وإذا وقعت المصادقة على المشروع من طرف المجلس بأغلبية ثلثي أعضائه فإنه يقع إصداره ونشره في أجل آخر لا يتجاوز خمسة عشر يوما.

ولرئيس الجمهورية أثناء الأجل المنصوص عليه بالفقرة الأولى من هنا الفصل، وبناء على الرأي الذي أبداه المجلس الدستوري طبقا للفصلين 73 و 74 من الدستور، أن يرجع مشروع القانون أو البعض من فصوله في صيغة معدلة إلى مجلس النواب لمداولة جديدة، يقع إثرها وبعد المصادقة على التعديلات بأغلبية أعضاء مجلس النواب

دستور الجمهورية التونسية

ختم مشروع القانون ونشره في أجل لا يتجاوز خمسة عشر يوماً ابتداءً من تاريخ بلوغه إلى رئيس الجمهورية.^①

الفصل 53 - يسهر رئيس الجمهورية على تنفيذ القوانين ويمارس السلطة الترتيبية العامة وله أن يفوض كامل هذه السلطة أو جزءاً منها للوزير الأول.

الفصل 54 - مشاريع القوانين تقع مداولتها في مجلس الوزراء والأوامر ذات الصبغة الترتيبية يقع تأشيرها من طرف الوزير الأول وعضو الحكومة المعني بالأمر.

الفصل 55 - يسند رئيس الجمهورية باقتراح من الحكومة الوظائف العليا المدنية والعسكرية.

الفصل 56 - لرئيس الجمهورية إذا تعذر عليه القيام بمهامه بصفة وقتية أن يفوض بأمر سلطته إلى الوزير الأول ما عدا حق حل مجلس النواب.

وأثناء مدة هذا التعذر الوقتي الحاصل لرئيس الجمهورية تبقى الحكومة قائمة إلى أن يزول هذا التعذر ولو تعرضت الحكومة إلى لائحة لوم.

ويعلم رئيس الجمهورية رئيس مجلس النواب بتفويضه المؤقت لسلطاته.

^① أضيفت الفقرة الثالثة بالفصل الثاني من القانون الدستوري عدد 65 لسنة 1997 المؤرخ في 27 أكتوبر 1997.

الفصل 57 - عند شغور منصب رئيس الجمهورية لوفاة أو لاستقالة أو لعجز تام يتولى فوراً رئيس مجلس النواب مهام رئاسة الدولة بصفة مؤقتة لاجل أنه خمسة وأربعون يوماً وأقصاه ستون يوماً.

ويؤدي القائم بمهام رئيس الجمهورية بصفة مؤقتة اليمين الدستورية أمام مجلس النواب وعند الاقتضاء أمام مكتب المجلس.

ولا يجوز للقائم بمهام رئيس الجمهورية بصفة مؤقتة الترشح لرئاسة الجمهورية ولو في صورة تقديم استقالته.

ومارس القائم بمهام رئيس الجمهورية بصفة مؤقتة المهام الرئاسية على أنه لا يحق له أن يلجأ إلى الاستفتاء أو أن ينهي مهام الحكومة أو أن يحل مجلس النواب أو أن يتخذ التدابير الاستثنائية المنصوص عليها بالفصل 46.

ولا يجوز خلال المدة الرئاسية الوقتية تقديم لائحة لوم ضد الحكومة.

وخلال المدة الرئاسية الوقتية يتم انتخاب رئيس جمهورية جديد لمدة خمس سنوات.

ولرئيس الجمهورية الجديد أن يحل مجلس النواب ويدعو لانتخابات تشريعية سابقة لأوانها وفقاً للفقرة الثانية من الفصل 63.^٥

^٥ نصح بالقانون الدستوري عدد 88 لسنة 1988 المؤرخ في 25 جويلية 1988.

القسم الثاني

الحكومة

الفصل 58 - تسهر الحكومة على تنفيذ السياسة العامة للدولة طبق التوجيهات والاختيارات التي يضبطها رئيس الجمهورية.

الفصل 59 - الحكومة مسؤولة عن تصرفها لدى رئيس الجمهورية.

الفصل 60 - يسير الوزير الأول وينسق أعمال الحكومة وينوب عند الاقتضاء رئيس الجمهورية في رئاسة مجلس الوزراء أو أي مجلس آخر.^①

الفصل 61 - لاعضاء الحكومة الحق في الحضور بمجلس النواب وبلجانه، ولكل نائب أن يتقدم إلى الحكومة بأسئلة كتلية أو شفاهية.

الفصل 62 - يمكن لمجلس النواب أن يعارض الحكومة في مواصلة تحمل مسؤوليتها إن تبين له أنها تخالف السياسة العامة للدولة والاختيارات الأساسية المنصوص عليها بالفصلين التاسع والأربعين والثمان والخمسين ويكون ذلك بالاقتراع على لائحة لوم.

ولا يمكن تقديم لائحة لوم إلا إذا كانت معللة وعضة من طرف نصف أعضاء مجلس النواب على الأقل، ولا يقع الاقتراع عليها إلا بعد مضي ثمان وأربعين ساعة على تقديمها.

ويقبل رئيس الجمهورية استقالة الحكومة التي يقدمها الوزير الأول إذا وقعت المصاحقة على لائحة اللوم بأغلبية الثلثين من النواب.^②

^① نصح بالقانون الدستوري عدد 88 لسنة 1988 المؤرخ في 25 جويلية 1988.

الفصل 63 - يمكن لرئيس الجمهورية إذا صادق مجلس النواب على لائحة لوم ثانية بأغلبية ثلثي أعضائه أثناء نفس المدة النيابية إما أن يقبل استقالة الحكومة أو أن يحل مجلس النواب.

ويتحتم أن ينص الأمر المتخذ لحل مجلس النواب على دعوة الناخبين لإجراء انتخابات جديدة في مدة لا تتجاوز الثلاثين يوما.

وفي حالة حل مجلس النواب وفقا للفقرة الأولى من هذا الفصل يمكن لرئيس الجمهورية اتخاذ مراسيم يعرضها فيما بعد على مصادقة مجلس النواب. ويجتمع المجلس الجديد وجوبا في ظرف ثمانية أيام بعد الإعلان عن نتائج الاقتراع.^①

الباب الرابع

السلطة القضائية

الفصل 64 - تصدر الأحكام باسم الشعب وتنفذ باسم رئيس الجمهورية.

الفصل 65 - القضاة مستقلون لا سلطان عليهم في قضائهم لغير القانون.

الفصل 66 - تسمية القضاة تكون بأمر من رئيس الجمهورية بمقتضى ترشيح من مجلس القضاء الأعلى وكيفية انتخابهم يضبطها القانون.

الفصل 67 - الضمانات اللازمة للقضاة من حيث التعيين والرقية والنقلة والتأديب يسهر على تحقيقها مجلس أعلى للقضاء يضبط القانون تركيبه واختصاصاته.

^① نصح بالقانون الدستوري عدد 88 لسنة 1988 المؤرخ في 25 جويلية 1988.

الباب الخامس

المحكمة العليا

الفصل 68 - تتكون المحكمة العليا عند اقتراف الخيانة العظمى من أحد أعضاء الحكومة، ويضبط القانون صلاحيات هذه المحكمة وتركيبتها وإجراءاتها.

الباب السادس

مجلس الدولة

الفصل 69 - يتركب مجلس الدولة من هياتين :

- (1) المحكمة الإدارية،
- (2) دائرة المحسبات.

يضبط القانون تنظيم مجلس الدولة وهيأته، كما يجد مشمولات أنظراها والإجراءات المتبعة لديها.^①

الباب السابع

المجلس الاقتصادي والاجتماعي

الفصل 70 - المجلس الاقتصادي والاجتماعي هيئة استشارية في الشؤون الاقتصادية والاجتماعية ويضبط القانون تركيبه وعلاقته بمجلس النواب.

^① نصح بالقانون الدستوري عدد 65 لسنة 1997 المؤرخ في 27 أكتوبر 1997.

الباب الثامن

الجماعات المحلية

الفصل 71 - عمّاس المجلس البلدية والمجلس الجهوية المصالح المحلية
حسبما يضبطه القانون.

الباب التاسع

المجلس الدستوري^٥

الفصل 72 - ينظر المجلس الدستوري في مشاريع القوانين التي يعرضها عليه رئيس الجمهورية من حيث مطابقتها للدستور أو ملاءمتها له. ويكون العرض وجوبيا بالنسبة لمشاريع القوانين الأساسية، ومشاريع القوانين المنصوص عليها بالفصل 47 من الدستور، ومشاريع القوانين المتعلقة بالأساليب العامة لتطبيق الدستور وبالجنسية وبالحالة الشخصية وبالالتزامات وبضبط الجرائم والعقوبات المنطبقة عليها وبالإجراءات أمام مختلف أصناف المحاكم وبالعفو التشريعي وبالبلديات العامة لنظام الملكية وللحقوق العينية وللتعليم وللصحة العمومية وللشغل وللضمان الاجتماعي.

كما يعرض رئيس الجمهورية وجوبا، على المجلس الدستوري المعاهدات المنصوص عليها بالفصل 2 من الدستور.

ولرئيس الجمهورية أن يعرض عليه ما يراه من مسائل تتعلق بتنظيم المؤسسات الدستورية وسيرها.

^٥ أضيف الباب التاسع بالقانون الدستوري عدد 90 لسنة 1995 المؤرخ في 6 نوفمبر 1995.

الفصل 73 - تعرض مشاريع رئيس الجمهورية على المجلس الدستوري قبل إحالتها على مجلس النواب أو عرضها على الاستفتاء.

ويعرض رئيس الجمهورية على المجلس الدستوري خلال أجل الختم والنشر المنصوص عليه بالفصل 52 من الدستور، التعديلات التي تهم الأصل والتي أدخلت على مشاريع القوانين المصادق عليها من قبل مجلس النواب، وسبق للمجلس الدستوري النظر فيها وفقا لأحكام هذا الفصل. ويعلم بذلك رئيس مجلس النواب.

وينقطع في هذه الحالة الأجل المذكور إلى حد بلوغ رأي المجلس الدستوري إلى رئيس الجمهورية على أن لا تتجاوز مدة القطع الشهر.

الفصل 74 - يعرض رئيس الجمهورية على المجلس الدستوري مشاريع القوانين، التي تقدم بها النواب، بعد المصادقة عليها، وخلال أجل الختم والنشر المنصوص عليه بالفصل 52 من الدستور، إذا كان العرض وجوبيا طبقا للفقرة الأولى من الفصل 72 من الدستور. ويعلم بذلك رئيس مجلس النواب.

وتتطبق في هذه الحالة أحكام الفقرة الثالثة من الفصل 73 من الدستور.

الفصل 75 - يكون رأي المجلس الدستوري معللا ويبلغ إلى رئيس الجمهورية.

يحيل رئيس الجمهورية على مجلس النواب مشاريع القوانين التي نظر فيها المجلس الدستوري وفقا لأحكام الفقرة الأولى من الفصل 73 من الدستور مرفوقة بنسخة من رأي المجلس الدستوري.

ويعرض رئيس الجمهورية على مجلس النواب نسخة من رأي المجلس الدستوري في حالات النظر وفقا لاحكام الفقرة الثانية من الفصل 73 والفصل 74 من الدستور.

يضبط قانون اساسي تركيبة المجلس الدستوري واجراءات عمله.

الباب العاشر*

تنقيح الدستور

الفصل 76 - لرئيس الجمهورية أو لثلث أعضاء مجلس النواب على الأقل الحق في المطالبة بتنقيح الدستور ما لم يمس ذلك بالنظام الجمهوري للدولة.

ولرئيس الجمهورية أن يعرض مشاريع تنقيح الدستور على الاستفتاء.^①

الفصل 77 - ينظر مجلس النواب في التنقيح المزمع إدخاله بعد قرار منه بالأغلبية المطلقة وبعد تحديد موضوعه ودرسه من قبل لجنة خاصة.

وفي حالة عدم اللجوء إلى الاستفتاء، تتم الموافقة على مشروع تنقيح الدستور من قبل مجلس النواب بأغلبية الثلثين من الأعضاء في قراءتين تقع الثانية بعد ثلاثة أشهر على الأقل من الأولى.

* نص الفصل 2 من القانون الدستوري عدد 90 لسنة 1995 المؤرخ في 6 نوفمبر 1995 المتعلق بالمجلس الدستوري على انه : "يصحح الباب التاسع من الدستور الباب العاشر كما تصبح الفصول 72، 73، 74، الفصول 76، 77 و 78 منه".
① نصح بالقانون عدد 65 لسنة 1997 المؤرخ في 27 أكتوبر 1997.

وعند اللجوء إلى الاستفتاء يعرض رئيس الجمهورية مشروع تنقيح الدستور على الشعب بعد موافقة مجلس النواب عليه في قراءة واحدة بالأغلبية المطلقة لأعضائه.^①

الفصل 78 - يختتم رئيس الجمهورية بعنوان قانون دستوري القانون المنقح للدستور الذي صادق عليه مجلس النواب وذلك طبقاً للفصل 52 من الدستور.

ويصدر رئيس الجمهورية بعنوان قانون دستوري القانون المنقح للدستور الذي صادق عليه الشعب وذلك في أجل لا يتجاوز خمسة عشر يوماً من تاريخ الإعلان عن نتيجة الاستفتاء.

ويضبط القانون الانتخابي صيغ إجراء الاستفتاء والإعلان عن نتائجه.^①

ينفذ هذا القانون كدستور للجمهورية التونسية.

وصدر بقصر باردو في 25 ذي القعدة 1378 وفي أول جوان 1959.

رئيس الجمهورية التونسية

الحبيب بورقيبة

^① نصح بالقانون عدد 65 لسنة 1997 المؤرخ في 27 أكتوبر 1997.

الفهرس الزمني لتنقيحات دستور الجمهورية التونسية

📖 01.07.1965 - قانون دستوري عدد 23 لسنة 1965 ينقح الفصل 29 من الدستور.

(الرائد الرسمي عدد 35 بتاريخ 2 جويلية 1965 صفحة 945)

📖 30.06.1967 - قانون دستوري عدد 23 لسنة 1967 ينقح الفصل 29 من الدستور.

(الرائد الرسمي عدد 27 بتاريخ 27 و 30 جوان 1967 صفحة 1100)

📖 31.12.1969 - قانون دستوري عدد 63 لسنة 1969 ينقح الفصل 51 من الدستور.

(الرائد الرسمي عدد 57 بتاريخ 30 و 31 ديسمبر 1969 صفحة 1634)

📖 19.03.1975 - قانون دستوري عدد 13 لسنة 1975 ينقح الفصلين 40 و 51 من الدستور.

(الرائد الرسمي عدد 19 بتاريخ 18 و 21 مارس 1975 صفحة 602)

📖 08.04.1976 - قانون دستوري عدد 37 لسنة 1976 ينقح ويتمم الدستور الصادر في غرة جوان 1959.

(الرائد الرسمي عدد 26 بتاريخ 9 و 13 أبريل 1976 صفحة 972)

دستور الجمهورية التونسية

1981.06.09 - قانون دستوري عدد 47 لسنة 1981 يتعلق بتنقيح بعض الفصول من الدستور وتغيير تسمية "مجلس الامة" بـ "مجلس النواب".

(الرائد الرسمي عدد 40 بتاريخ 12 جوان 1981 صفحة 1475)

1981.09.09 - قانون دستوري عدد 78 لسنة 1981 يتعلق بتنظيم انتخابات تشريعية سابقة لاوانها.

(الرائد الرسمي عدد 56 بتاريخ 8 و 11 سبتمبر 1981)

1988.07.25 - قانون دستوري عدد 88 لسنة 1988 ينقح الدستور.

(الرائد الرسمي عدد 50 بتاريخ 26 جويلية 1988 صفحة 1062)

1993.11.08 - قانون دستوري عدد 105 لسنة 1993 يتعلق بالمدتين النيابية والرئاسية القادمتين.

(الرائد الرسمي عدد 86 بتاريخ 12 نوفمبر 1993 صفحة 1899)

1995.11.06 - قانون دستوري عدد 90 لسنة 1995 يتعلق بالمجلس الدستوري.

(الرائد الرسمي عدد 90 بتاريخ 10 نوفمبر 1995 ص 2205)

1997.10.27 - قانون دستوري عدد 65 لسنة 1997 يتعلق بتنقيح وإتمام بعض الفصول من الدستور.

(الرائد الرسمي عدد 87 بتاريخ 31 أكتوبر 1997 ص 2053)

الفهرس

| الصفحات | الفصول | الموضوع |
|---------|-----------|--|
| | 78 إلى 1 | دستور الجمهورية التونسية |
| 3 | | ▪ قانون الإصدار |
| 5 | | ▪ التوطنة |
| 7 | 1 إلى 17 | ▪ الباب الأول - أحكام عامة |
| 9 | 18 إلى 36 | ▪ الباب الثاني - السلطة التشريعية |
| 15 | 37 إلى 63 | ▪ الباب الثالث - السلطة التنفيذية |
| 15 | 38 إلى 57 | ♦ القسم الأول - رئيس الجمهورية |
| 22 | 58 إلى 63 | ♦ القسم الثاني - الحكومة |
| 23 | 64 إلى 67 | ▪ الباب الرابع - السلطة القضائية |
| 24 | 68 | ▪ الباب الخامس - المحكمة العليا |
| 24 | 69 | ▪ الباب السادس - مجلس الدولة |
| | | ▪ الباب السابع - المجلس الاقتصادي والاجتماعي |
| 24 | 70 | والاجتماعي |
| 25 | 71 | ▪ الباب الثامن - الجماعات المحلية |
| 25 | 75 إلى 72 | ▪ الباب التاسع - المجلس الدستوري |
| 27 | 78 إلى 76 | ▪ الباب العاشر - تنقيح الدستور |
| 29 | | ▪ الفهرس الزمني |
| 31 | | الفهرس |

